

Colloque de Bordeaux
Bonnes nouvelles d'Afrique

Texte : Philippe Ratte
Maquette : David Dumand

© Fondation Prospective et Innovation, juin 2013
© Ginkgo Éditeur pour la présente édition
ISBN : 978-2-84679-229-5

Ginkgo Éditeur
34-38, rue Blomet
75015 Paris

www.ginkgo-editeur.fr

Préface de
Jean-Pierre RAFFARIN
Vice-Président du Sénat,
ancien Premier Ministre,
Président de la Fondation Prospective et Innovation

Bonnes nouvelles d'Afrique

COLLOQUE DE BORDEAUX

17 MAI 2013

GINKGO
éditeur

Sommaire

Préface	5
----------------	----------

Jean-Pierre RAFFARIN, Vice-Président du Sénat,
ancien Premier Ministre,
Président de la Fondation Prospective et Innovation

Programme	8
------------------	----------

Introduction	11
---------------------	-----------

par MM. Alain JUPPÉ, ancien Premier Ministre, Maire de Bordeaux
et Jean-Pierre RAFFARIN, ancien Premier Ministre, Vice-Président du Sénat

PREMIÈRE TABLE RONDE

L'Afrique, démocratie et stabilité politique	19
---	-----------

DEUXIÈME TABLE RONDE

L'Afrique, dragon d'aujourd'hui et de demain	37
---	-----------

TROISIÈME TABLE RONDE

L'Afrique, nouvel enjeu géostratégique	57
---	-----------

Conclusions	73
--------------------	-----------

par MM Jean-Pierre RAFFARIN et Abdou DIOUF

Annexes	81
----------------	-----------

PRÉFACE

JEAN-PIERRE RAFFARIN
Vice-Président du Sénat,
ancien Premier Ministre,
Président de la Fondation Prospective et Innovation

La prospective est l'art des signaux faibles. L'avenir n'est pas un univers inconnu à scruter pour en détecter les secrets par une sorte de science-fiction : il est déjà là, toujours longtemps avant qu'on ne s'en aperçoive, sous la forme de signaux d'abord imperceptibles et de toutes manières inintelligibles, puis graduellement plus significatifs et qu'il s'agit de décoder le plus précocement possible pour se rendre capable d'accueillir le devenir qui s'annonce ainsi, et si possible de concourir à son modelage.

La prospective est en somme l'art de repérer le nouveau encore en solution infinitésimale dans l'ancien, l'inattendu dans le familier, et d'en tirer parti pour innover, c'est-à-dire apprivoiser l'étonnant.

Ce fut au long des siècles le secret des découvreurs que de suivre ainsi un signal, comme les mages suivaient l'étoile, et il leur fallait beaucoup d'audace pour s'écarter ainsi des chemins battus. Notre époque est plutôt dans une situation inverse, d'avoir à décanter parmi la profusion de changements incessants en tous sens les mutations qui font sens et qui façonnent l'avenir.

L'évolution récente de l'Afrique est de ce nombre, peut-être la plus fondamentale de par sa puissance symbolique : tout le monde s'attendait à ce qu'un jour la Chine se réveillât, Napoléon l'avait prédit, et Marco Polo avant lui avait éduqué l'Occident à y chercher son maître. À l'inverse, tout le monde faisait depuis des siècles l'erreur de tenir l'Afrique pour une variable d'ajustement à la merci des puissants de toutes les époques. Son essor récent et les perspectives de son devenir, constituent de ce fait une mutation majeure du monde, dont on ne peut prédire l'effet de levier colossal sur l'humanité du siècle prochain. Il est temps de compter avec l'Afrique, et donc de la connaître.

Naturellement, les données d'aujourd'hui continuent à situer l'Afrique tout en bas du classement des continents en termes de développement constaté. Mais s'en tenir à ce constat serait méconnaître une dynamique désormais bien affirmée et en cours d'expansion à tout le continent, qui fait changer l'Afrique de manière accélérée depuis le début du présent siècle. On jugerait du futur d'après le passé, des flux selon les stocks.

Sous les couches accumulées d'images qui caractérisent l'Afrique à partir de situations passées, émerge en effet aujourd'hui une puissance latente, forte demain d'un milliard et demi d'habitants (le gabarit de la Chine, de l'Inde), de ressources naturelles abondantes, d'énergie, et surtout d'une diversité pleine de promesses, où la gouvernance tend à s'améliorer, et dont les composantes s'ouvrent

désormais hardiment au monde. S'il était permis de transposer le fameux théorème de Michel Godet, selon lequel la France d'en haut va mal mais celle d'en bas innove et va bien, on pourrait avancer que tandis que le monde d'en haut va languissant (ce serait l'Europe, hier maîtresse du monde) le monde d'en bas (qu'est encore souvent l'Afrique dans l'esprit de beaucoup) est porteur de bonnes nouvelles pour le monde entier...

Le moment était donc venu pour la Fondation Prospective et Innovation de consacrer une veille régulière à cette émergence rapide de l'Afrique et des Africains sur l'échiquier mondial. Elle a choisi de le faire en partenariat avec la Mairie de Bordeaux à la faveur d'une rencontre annuelle analogue à celle que la Fondation organise au Futuroscope chaque année depuis sept ans sur l'émergence chinoise.

Aux échanges qu'a comportés ce premier colloque, la conclusion apportée par le Président Abdou Diouf a donné une élévation intellectuelle et morale exceptionnelle.

Jean-Pierre Raffarin

PROGRAMME

Vendredi 17 mai

8h30	Accueil à l'Athénée « Joseph Wresinski », place Saint-Christoly
9h	Ouverture par M. Alain JUPPÉ, Maire de Bordeaux, ancien Premier Ministre M. Jean-Pierre RAFFARIN, Vice-Président du Sénat, ancien Premier Ministre
9h45-10h45	Première table ronde : « L'Afrique, démocratie et stabilité politique » <i>Modérateur</i> : M. Jean du BOIS de GAUDUSSON, Professeur à l'Université de Bordeaux - M. Richard DOWDEN, journaliste-écrivain (auteur d' <i>Africa : états usés, miracles ordinaires</i>) - M. Henri LOPES, Ambassadeur du Congo, Doyen du corps diplomatique africain en France - M. Terence WILLS, chargé de missions auprès du Directeur Afrique au Ministère des Affaires étrangères
10h45-11h15	Pause-café
11h15-12h45	Deuxième table ronde : « L'Afrique, dragon d'aujourd'hui et de demain » <i>Modérateur</i> : Serge DEGALLAIX, Conseiller du Président de FPI - M. Jean-Michel SEVERINO, Président d'Investissements & Partenaires pour le Développement (I&P), ancien Directeur général de l'Agence française pour le développement (AFD) - Mme Imoni AKPOFURE, Directeur de la Société financière internationale (SFI) pour l'Europe de l'Ouest

- M. Oumar YUGO,
Président de B & K CORPORATE AFRIQUE
- M. Olivier LYOTARD,
Directeur général adjoint de TOUTON S.A.
- M. Paul DERREUMAUX,
ancien Président-Directeur général de Bank of Africa,
administrateur de banques

13h-14h30 Déjeuner

15h00-16h15 Troisième table ronde :
 « L'Afrique, nouvel enjeu géostratégique »
 Modérateur : M. Michel GODET,
 Professeur du Conservatoire national des arts
 et métiers (CNAM),
 Créateur du Cercle des Entrepreneurs du Futur
 - M. Ahmedou OULD-ABDALLAH,
 Président du Centre stratégique pour la sécurité
 Sahel Sahara (Centre 4S),
 ancien représentant de l'ONU en Somalie et Burundi
 - M. Philippe HUGON,
 Directeur de recherches à l'Institut de recherches
 internationales et stratégiques (IRIS)
 - Mme Véronique BOULAND,
 Directeur adjoint d'Afrique au Ministère
 français des Affaires étrangères

16h30 **Clôture** par M. Abdou DIOUF,
 ancien Président de la République du Sénégal,
 Secrétaire général de la Francophonie

INTRODUCTION

par MM. ALAIN JUPPÉ
ancien Premier Ministre,
Maire de Bordeaux

et JEAN-PIERRE RAFFARIN,
ancien Premier Ministre,
Vice-Président du Sénat

Où, mieux qu'à Bordeaux, se tenir à l'écoute de l'Afrique ? Aux liens anciens ont succédé une familiarité et une connivence qui se traduisent par l'importance et l'insertion des communautés africaines dans la métropole d'Aquitaine, ainsi que par la fréquence des événements consacrés à l'Afrique qui se tiennent à Bordeaux.

Cette connaissance plus intime qu'on y a de l'Afrique porte à l'afro optimisme. Non que les motifs d'inquiétude ou de découragement aient beaucoup fléchi – la pauvreté, les trafics en tout genre et notamment de drogue, la corruption, les épidémies, la grande criminalité, l'arbitraire, continuent d'y sévir de manière plus ou moins endémique – mais des raisons d'espérer se sont multipliées.

Tout d'abord les conflits qui ont ensanglanté le continent se font plus rares : il en reste une quinzaine, contre trente à la fin du siècle dernier, et le pic de violence semble passé. L'intervention résolue de la France au Mali a arrêté net et durement frappé

l'une des forces de déstabilisation qui affligeait le Sahel et l'Afrique entière a exprimé son contentement pour cette action énergique. Lorsque le désordre s'est installé en République centrafricaine (RCA), les nations africaines ont été unanimes à dénoncer l'instabilité et ses auteurs. Des élections se tiennent de plus en plus régulièrement et font progresser la démocratie, même s'il reste ça et là des dictatures et des prédateurs, en Guinée Bissau, au Soudan, en Somalie. L'intégration régionale progresse et on pressent même des signes d'intégration à l'échelle du continent.

Mais la force motrice principale, c'est la démographie, qui fera qu'au milieu du siècle un homme sur quatre sera africain. Si les conflits et fléaux en place déclinent, c'est largement sous la pression de cette dynamique qui, couplée aux ressources du continent et à un renouveau de sa gouvernance, promet d'en faire une force globale avec laquelle compter au cours du présent siècle. Les enjeux d'hier se périment vite devant une telle poussée.

Tandis que le monde entier subissait une crise sévère, les taux de croissance africains n'ont jamais baissé en dessous de 4 % par an et se sont plus souvent tenus aux alentours de 6 à 7 %. Plus significativement encore, malgré une démographie galopante, le produit national brut (PNB) par tête y a été en croissance modeste mais constante, ce qui signale que l'expansion est en train de prendre le dessus.

On remarque encore ce décollage de l'économie au fait que les échanges avec la Chine ont plus que décuplé depuis l'an 2000, passant de 10 à

123 milliards de dollars annuels. Il s'agit certes de beaucoup d'exportations de matières premières, mais aussi d'importations de biens et services dans une gamme de prix correspondant aux possibilités de la population, ce qui se traduit par une amélioration du niveau de vie. Ces flux nouveaux, étrangers aux circuits post-coloniaux d'aide et de débouchés préférentiels, procurent à l'Afrique des marges de négociation et d'initiative nouvelles, à la faveur desquelles se répand rapidement une émulation entrepreneuriale saisissante : c'est en Afrique aujourd'hui que les perspectives de profit sont les plus élevées, et que les opportunités de créer des entreprises sont les plus tentantes.

Assez à contretemps, la France, qui est restée engagée en Afrique durant tant de décennies, aux avant-postes du peloton, semble se relever au moment même de cette échappée qui se dessine et manquer le moment décisif. À l'heure où l'Afrique devient un grand continent émergent, et non plus seulement une kyrielle de cinquante-quatre ex-colonies, la France qui y garde une place remarquable, peut et doit s'y renforcer, y redoubler ses efforts, y conforter ses liens. Dépositaire d'une confiance sincère de la part de beaucoup d'Africains, elle peut s'honorer de leur amitié et participer à la mutation dans l'histoire de l'humanité que constituera leur avènement au nombre des acteurs de premier plan de la mondialité. D'ores et déjà, l'avenir de la francophonie se joue en Afrique. Avec elle, c'est un des vecteurs vivants des valeurs associées à une certaine

idée de la France qui se trouve déjà confié à la vitalité, à la créativité et à la culture des peuples africains. Il serait paradoxal que la France et les Français restent spectateurs d'un essor aujourd'hui à l'état naissant, mais qui sera demain capital, alors qu'il engage une part de leur destin et s'annonce en affinité avec leurs propres priorités.

De tels phénomènes s'inscrivent dans l'ordre des « *forces immenses traversant l'univers* » dont le général de Gaulle prenait la mesure lorsqu'il invitait le peuple français à adopter la constitution qu'il lui proposait « *pour le peuple que nous sommes au siècle où nous sommes* », le 4 septembre 1958. Une grande nation doit toujours se caler sur des réalités de cette ampleur au moment de se fixer un cap. Or, au jour d'aujourd'hui, le courant porteur de l'histoire en cours semble bien être le déplacement de la croissance de l'Ouest vers l'Est et du Nord vers le Sud : en un quart de siècle, les BRICS à eux seuls se sont hissés à compter pour un quart de la production totale de l'humanité, quand en 1945, les USA à eux seuls en fournissaient le tiers. On pourrait aller jusqu'à dire qu'actuellement, les émergents rendent au monde une sorte de service public de la croissance, faute duquel la stagnation prévaudrait. Les voici devenus banquiers du monde : le Brésil accorde 10 milliards de dollars de prêts au FMI, l'homme le plus riche du monde n'est plus Bill Gates mais un Mexicain, la famille Mittal rachète la sidérurgie européenne, la Chine soutient le crédit des USA. C'est que les pays développés dépensent

plus qu'ils ne produisent quand certains pays émergents épargnent le gros de leur production, accédant par le crédit qu'ils sont ainsi en mesure de consentir aux nantis à un pouvoir de plus en plus affirmé sur ces derniers, à la manière dont dans tous les temps les créanciers roturiers s'assurèrent de la fortune des nobles dilapidateurs.

Déjà, les BRICS, et la Chine à leur tête, font sentir une influence politique dans les affaires mondiales, et savent que plus personne n'est en mesure de les cantonner dans un rôle secondaire.

C'est là l'avenir qui s'offre à l'Afrique, qui par certaines de ses parties déjà n'est pas loin de compter au nombre de ces émergents, et qui est appelée à prendre rang parmi eux du jour où elle s'affirmera comme continent, à leur manière. On observe en effet que les principaux BRICS ont une dimension quasi continentale, en tout cas une masse géographique et humaine très supérieure à celle des nations ordinaires. Cette taille leur permet, comme elle l'a depuis toujours fait au profit des Américains, d'avoir pour marché intérieur une approximation significative du marché mondial, ce qui donne à leurs productions comme à leurs commandes un avantage comparatif considérable.

L'Afrique, dès lors qu'elle devient capable de former un tout, est de cet ordre : masse humaine, immensité géographique, richesse globale potentielle, poids relatif dans le monde, elle a tous les atouts d'un nouvel émergent majeur. Avec 22 % de son territoire en forêts primitives, elle est en outre

l'autre poumon du monde, et jouit donc d'une valeur d'intérêt général, en plus de tous les atouts que lui donnent ses immenses ressources naturelles.

Il faut bien sûr, pour révéler ce potentiel aujourd'hui encore virtuel, surmonter des divisions, des étendues, des insuffisances qui ont jusqu'à présent empêché cet ensemble de cinquante-quatre pays de former un tout organique, mais si les histoires passées y faisaient obstacle, les espérances d'avenir et les besoins communs sont de nature à y aider. On voit déjà la gouvernance s'améliorer un peu partout, les formes d'intégration régionale progresser, les logiques coopératives intra africaines prendre peu à peu le relai des héritages de coopération extérieure. La démocratie s'étend, la croissance s'affirme. Des classes moyennes voient le jour et disposent de moyens de communication, d'information, de participation qui leur donnent voix au chapitre, au bénéfice d'une meilleure dynamique sociale.

Face à ces évolutions, il convient de mobiliser les énergies et les compétences pour aider ce mouvement d'ensemble à s'animer et s'organiser, tant il va dans le bon sens, à l'avantage de tous.

Une réflexion de long terme, nourrie d'expertise et d'échanges critiques, lucide et positive, est à l'ordre du jour pour révéler ces forces en train de remodeler l'Afrique et les relier fructueusement à toutes les dynamiques du monde. C'est au premier chef la tâche des Africains eux-mêmes, qui y sont efficacement aidés par la fécondité de leurs diasporas, comme la Chine le fut en son temps par les millions

de Chinois répartis dans le monde entier, mais c'est aussi l'intérêt et le devoir des autres, Français au premier chef, d'y participer.

Dans un monde qui, demain, mettra en présence la Chine et l'Asie du Sud Est en synergie avec elle, le sous continent indien, l'espace de Monroe solidaire de l'Amérique du Nord, c'est une Eurafrique qui sera à l'échelle des grandeurs de la seconde moitié du siècle, du cap Nord au cap de Bonne Espérance. Qui plus est, en jumelant l'Europe matrice de la mondialisation d'hier et l'Afrique germe d'une nouvelle mondialité demain, cet ensemble est susceptible de prendre valeur de méridien de référence du monde à venir.

C'est à y penser que peut servir la première rencontre de Bordeaux sur les *bonnes nouvelles d'Afrique*.

L'Afrique, démocratie et stabilité politique

La démocratie, comme les plantes, s'acclimate-t-elle ? Inventée et formalisée dans l'antiquité méditerranéenne, réinventée et mise au point de bien des manières dans l'Europe des Lumières puis du développement industriel qui s'étendait à l'époque en Amérique, elle fut portée dans le monde entier par l'onde de domination du magistère occidental durant le long siècle de son apogée. Il n'est plus d'État, même autocratique, qui ne se réclame de la plus authentique des intentions démocratiques et ne s'affiche comme la pure expression du *pouvoir populaire*, comme le mot le dit en grec.

Est-ce à dire que la démocratie a fait souche partout et a partout trouvé un terreau préparé à la voir bourgeonner ? Elle n'a pas rencontré hors de ses contrées natales une table rase sur laquelle se transposer : des cultures ancestrales, des coutumes, des conditions diverses ont forcément donné à sa transplantation un soubassement variable, inégalement propice à sa pure et simple acclimatation. Sous le plan décalqué, on observe partout le modelé de reliefs préexistants. L'implantation de la culture démocratique s'est partout heurtée à une réaction de l'écosystème culturel et social préexistant – c'est d'ailleurs vrai dès l'origine, ce qui explique

pourquoi l'idéal démocratique s'est originellement déployé de manières si diverses dans les premières nations à l'avoir cultivé.

Cette tension naturelle entre, d'une part, un idéal démocratique transplanté depuis l'Europe (dans des formes déjà assez figées qui plus est), et un foisonnement de cultures très anciennes et complexes en train de vivre le choc d'une modernité très perturbatrice d'autre part, a par la force des choses dominé ce qu'on appelle la démocratisation de l'Afrique. L'idée est une chose, la réalité une autre, et leur rapprochement ne peut certainement pas être instantané.

Une démocratie d'importation est-elle par nature adaptée ? Zoom sur l'Afrique...

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le repiquage en terre africaine de formes et normes d'origine européenne déçoive souvent et surprenne parfois : l'idéal démocratique à lui seul est un produit d'importation au départ, même s'il est dorénavant intégré au patrimoine commun de l'humanisme universel, et le simple fait qu'il soit reconnu comme référence est déjà en soi une immense avancée. Quant aux formes par lesquelles il en passe, généralement imitées des exemples laissés par l'Europe, il leur faut composer avec des normes implicites ou explicites que l'influence européenne n'a pas reléguées, voire qui sont même souvent bien plus naturelles aux peuples concernés que les schémas de représentation auxquels ils sont

requis de déférer. Cet écart entre la coupe de l'idéal démocratique et les lèvres appelées à y boire explique la plupart des décalages qui sont interprétés en Occident comme des manquements ou des insuffisances.

Aussi, au lieu de seulement dénoncer ces écarts en termes de carence, on pourrait parfois les interpréter à l'envers et se demander si les mécanismes de la démocratie classique ne créent pas du désordre social et des prébendes dans des pays où prévalent toujours d'autres formes d'organisation publique. Elle serait même contre-productive, source de violences, d'instabilité. Et la question se poserait de savoir s'il ne faut pas préférer parfois la stabilité à la démocratie, c'est-à-dire admettre que la démocratie peut ne pas toujours être la forme optimale de gestion d'un peuple : elle a évidemment vocation à l'être en tous lieux, mais pas nécessairement en tous temps, s'il est vrai qu'il y faut le cas échéant des préalables ou des conditions.

Comment se présente cette problématique aujourd'hui en Afrique ? Le tableau est trop vaste et trop évolutif pour en rendre compte en détail, mais dix idées peuvent éclairer cette question de la démocratie dans un continent riche peuplé de pauvres.

1

« *It's the politics, stupid !* » est-on tenté de dire en parodiant la célèbre réplique du président Clinton. Ce continent comportait avant la colonisation de

6 à 10 000 unités politiques distinctes. On y parlait plus de 2 000 langues. Il n'y a aucune chance qu'en quelques décennies cette marqueterie se soit pleinement recomposée entre les cinquante-quatre États seulement qui se partagent aujourd'hui le continent, pour former autant de nations cohérentes. La donnée de base est donc l'émiettement que, du dehors, on appelle ethnique, mais qui renvoie plutôt à des unités identitaires qu'à des groupes prétendus naturels. Et il est parfaitement naturel par contre que la loyauté aille d'abord à ces unités d'appartenance plutôt qu'à des États taillés arbitrairement dans les anciennes zones coloniales, souvent d'ailleurs de manière orthogonale aux aires naturelles (c'est typique dans le golfe de Guinée, où les États sont des bandes perpendiculaires à la côte, incluant des populations que tout a opposées dans l'histoire, celles de la côte et celles des hauts pays). Au demeurant, les citoyens des vingt-sept États européens ne sont-ils pas plus spontanément fidèles à leur pays qu'à l'Union Européenne ? Si c'est normal pour eux, ce l'est aussi pour les membres de vingt-sept « ethnies » d'Afrique mises ensemble dans un État-valise.

2

Le principe de la démocratie est le consentement à l'impôt. C'est lui qui est à la racine des techniques de représentation, d'élection, de contrôle, etc. dont procèdent nos régimes démocratiques. *No taxation without representation*. Mais ce principe ne peut pas

avoir cours là où la grosse majorité des budgets est alimentée par l'aide internationale d'une part, et la régie des ressources naturelles de l'autre, ne laissant à l'impôt qu'une part résiduelle et presque systématiquement tournée, sauf par quelques entreprises étrangères scrupuleuses sur lesquelles se concentre alors le meilleur de la fiscalité.

3

L'usage bien établi en Afrique est que le président en place utilise tous les moyens de l'État pour sa campagne de réélection, moyens qu'il emploie aussi pour faire pièce à tout adversaire. Il n'y a donc jamais de compétition loyale, et l'unique enjeu est d'ailleurs souvent, plus qu'ailleurs, le pur et simple contrôle du pouvoir, sans vraie différence dans l'ambition réelle à servir le bien public : la joute politique est donc sans grand objet autre que le contrôle des moyens de s'enrichir, et la vie démocratique se joue bien davantage dans l'opinion que dans les choix politiques, avec de temps à autre des coups d'état militaires. Et, comme *the winner takes it all*, il devient quasi inexpugnable...

4

L'idéal et les pratiques de la démocratie ont beaucoup tardé à s'enraciner en Afrique. Après les

indépendances, l'*indépendance* justement était supposée en tenir lieu et y suffire, comme un bien suprême dont découleraient tous les autres. Puis les formes y furent mises, mais la double tradition indigène et coloniale laissait le sillage profond d'une accoutumance à un autoritarisme confinant à l'arbitraire. L'État ayant au surplus relativement peu d'emprise sur la société civile, d'autres mécanismes authentiquement démocratiques, inscrits dans les usages immémoriaux de cette dernière, continuaient à fonctionner pour la résolution de conflits locaux, pour la vie pratique, là où l'on n'attendait pas grand chose des parlements, gouvernements, institutions. Ce n'est qu'à partir du sommet de La Baule, en 1992, que les dirigeants se virent signifier que l'aide serait conditionnée par un progrès de la démocratie, dont on ne s'était guère soucié tant que durait la Guerre Froide.

5

Ces germes de démocratie sont encadrés aujourd'hui par deux couches porteuses : au niveau international, l'Union Africaine impose de plus en plus un fonctionnement institutionnel régulier, en condamnant les coups d'État. Au plan intérieur, les médias sont désormais très nombreux, variés, diversifiés, et les citoyens ont accès à une information libre. C'est un puissant levier de contrainte sur les dirigeants et en faveur de la démocratie.

6

Un autre couple de forces pèse sur le destin de la démocratie en Afrique : d'un côté, la population est jeune, en expansion, de mieux en mieux formée, connectée au reste du monde, et cela est propice à une évolution démocratique, en tout cas à un rejet des oligarchies, comme l'ont montré les printemps arabes. Mais, en contrepartie, l'industrie manufacturière reste languissante en Afrique. Or on n'a jamais vu de classe moyenne devenir l'assiette d'un régime démocratique sans qu'existât un substrat d'appareil productif faisant d'elle la source d'une partie importante de la richesse. Les effets inducteurs sur lesquels on pourrait tabler sont donc en sens contraires. Il ne s'en dégage aucune tendance fiable ni générale.

7

Autre couple encore de forces à l'œuvre : les affaires et les ONG. Comparé à leurs influences respectives, à finalités souvent opposées, le poids du pouvoir public est modeste. Il lui faut en tout cas composer avec les milieux d'affaires et avec les humanitaires en tout genre, qui forment dans le pays des forces souvent prépondérantes. Or ces deux ensembles échappent à tout contrôle démocratique. Ils ont souvent leurs centres de gravité à l'étranger, et plaquent de toutes manières sur les pays des considérations extérieures qui, si généreuses qu'elles

soient parfois, ne favorisent pas nécessairement l'éclosion d'une liberté démocratique endogène.

8

Les États africains ont gagné, grâce à la Chine, une marge de négociation importante, puisqu'ils peuvent désormais se soustraire aux exigences de l'Occident en se tournant vers les Chinois. Ils en usent naturellement pour alléger la pression qu'ils subissent d'avoir à se démocratiser, puisque les Chinois ne leur demandent rien de tel en contrepartie de leur aide.

9

L'avantage qui en résulte pour le pouvoir en place diffère encore la transition qui s'imposerait, depuis un modèle hyper jacobin où le Président a la haute main sur tout, vers une forme de girondisme qui permettrait aux nombreux groupes identitaires du pays (les fameuses ethnies) de trouver leur place dans un système de pouvoirs plus représentatif et plus diversifié.

10

En dépit de tout cela, la confiance en soi des Africains s'est beaucoup accrue ces derniers temps. Alors qu'ils souhaitaient jadis devenir des

européens noirs, et qu'en tout cas une tension les déchirait, entre une appartenance à la négritude, exaltée ou pas, et une référence à une modernité inhérente aux métropoles, ils sont aujourd'hui pleinement à l'aise avec leur identité d'Africains. Familiers des diasporas, ils sont chez eux partout dans le monde, et savent dans le même temps revenir au village. Là où il y avait chez eux jadis une division traumatisante, une alternative binaire entre fidélité aux origines et destin rêvé, règne à présent une synthèse assez post-moderne, qui réconcilie mondialité et appartenance à un lignage parfois archaïque. À l'opposition entre modèle de la métropole et repoussoir du village se substitue une synthèse entre aisance chez soi et aisance partout, qui forme des citoyens d'une nouvelle trempe, forts et non plus scindés. C'est un atout majeur pour le progrès de la démocratie sur le continent.

Une Afrique à créer, des Afriques avec lesquelles composer

Le continent... Ce serait une première justice à rendre à l'Afrique que de cesser d'en parler toujours à cette échelle. L'Amérique, la Chine, l'Inde sont des entités politiques constituées depuis longtemps, l'Europe croit présenter un visage cohérent, et pourtant même dans ces cas favorables chacun voit combien il serait hasardeux d'en parler comme s'il s'agissait d'un bloc homogène. Or tout le monde se

le permet à propos de l'Afrique, comme s'il y avait quelque chose de génériquement commun entre le Lesotho et le Maroc, entre la Somalie et le Mali...

L'Afrique dont on parle ainsi n'existe pas, elle reste à former. Pour l'instant, c'est un agrégat, pas un ensemble. On pourrait en dire autant de la démocratie : il en existe autant de formes que de cas, et la référence à un modèle unique reste à formuler. Quand on somme « l'Afrique » d'adopter « la Démocratie », on demande en somme à un ensemble disparate de se conformer à un modèle lui-même polymorphe, ce qui n'a manifestement aucun sens.

Il s'agit alors de savoir de quelle démocratie l'on parle : celle, très raffinée et exigeante, qui habite les scrupules des plus vigilants militants des pays riches, ou par exemple celle dont on se flattait il y a cinquante ans dans ces mêmes pays, et qui était fort en retrait sur certaines pratiques aujourd'hui dénoncées comme autoritaires. Le Congo par exemple a fait beaucoup de pas dans le sens d'une démocratie pluraliste, avec des partis, des journaux, des libertés publiques, et il se prévaut de ces acquis pour se dire démocratique. Mais la presse parisienne sourcilleuse le taxe toujours de dictature...

Même si on donnait raison à ces censeurs, il resterait à expliquer comment prendre en compte d'autres traditions démocratiques que celles des puristes du modèle occidental : c'est ainsi que dans aucune des quarante-deux langues du Congo on ne peut traduire le mot « *président* », sinon par quelque chose comme « *Papa-chef* », concept bien vivant dans

l'esprit des populations, et qui charrie de toutes autres significations. Dès lors que de telles notions parlent aux gens, il faut s'attendre à ce que les dispositifs formels empruntés aux canons occidentaux soient tournés. Par exemple, le code de la famille congolais, plus avancé à certains égards que celui de la France sur l'équité à ménager entre époux, est systématiquement tourné par les coutumes, qui mettraient un jeune homme au ban de la société s'il ne s'acquittait pas de la dot sans laquelle il était jadis inconcevable de prendre femme. Ce n'est pas prévu par le code officiel, c'est même interdit, mais personne ne voudrait y manquer. De même en matière de succession, les usages priment sur les textes. Faut-il forcer les gens à abjurer ce qu'ils tiennent pour des normes légitimes et sages, au nom d'une démocratie qui leur ferait violence ? La question est moins simple qu'il n'y paraît, et dépend de nombreux aspects que le temps seul fait évoluer. Créer une culture démocratique en Afrique doit compter avec le poids de ces traditions vivantes, et prendra donc du temps. En attendant, il faut composer et trouver des stratégies pour avancer sans créer de rejet.

Les Européens, les Français au premier chef, auraient tort de se cabrer sur ces matières. Elles sont en cours d'évolution, et il est plus intelligent de concourir à une heureuse transition que de prétendre imposer une soudaine mise à jour, ou pis encore à rompre si on n'est pas obéi. Quand les Chinois financent des grands projets, bien des soustraitances, expertises ou maîtrises d'œuvre sont